

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, February 29, 2024

The Standing Senate Committee on Banking, Commerce and the Economy met with videoconference this day at 11:30 a.m. [ET] to consider Bill C-34, An Act to amend the Investment Canada Act.

Senator Pamela Wallin (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Hello to everyone joining us here in the room and online. Welcome to this meeting of the Standing Senate Committee on Banking, Commerce and the Economy. My name is Pamela Wallin, and I serve as the chair of this committee. I'd like to introduce the members of the committee who are here with us today: Senator Loffreda, who is our deputy chair; Senator Bellemare; Senator C. Deacon; Senator Gignac; Senator Marshall; Senator Martin; Senator Massicotte; Senator Miville-Dechêne; Senator Petten; Senator Duncan; and Senator Yussuff.

Today, we will continue our examination of Bill C-34, An Act to amend the Investment Canada Act. We have the pleasure of welcoming Anthony Seaboyer, Director, Centre for Security, Armed Forces and Society at the Royal Military College of Canada. He is here to help us understand the national security implications of this bill.

Welcome, and thank you for joining us. We'll begin with your opening remarks. Mr. Seaboyer, you have the floor.

Anthony Seaboyer, Director, Centre for Security, Armed Forces and Society, Royal Military College of Canada, as an individual: Thank you very much for inviting me.

First, my comments are my opinions only and not those of any other institutions.

My research focuses on the weaponization of information by authoritarian regimes. I research how authoritarian regimes target Canada with artificial intelligence-enabled, or AI-enabled, applications for hybrid and grey zone warfare exploitation operations of our open, rules-based democratic societies and institutions. They do this to serve their regime interests. I look particularly at how AI-enabled applications enable them to perform information attacks on democracies that are far more effective than they have been in the past, and how they do this based on data and how they access this data. Particularly, I look at how they try to undermine democracies, and why they do this, through the weaponization of information.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 29 février 2024

Le Comité sénatorial permanent des banques, du commerce et de l'économie se réunit aujourd'hui, à 11 h 30 (HE), pour étudier le projet de loi C-34, Loi modifiant la Loi sur Investissement Canada.

La sénatrice Pamela Wallin (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Bonjour à toutes les personnes présentes dans la salle et en ligne. Bienvenue à cette réunion du Comité sénatorial permanent des banques, du commerce et de l'économie. Je m'appelle Pamela Wallin et je suis la présidente du comité. J'aimerais présenter les membres du comité qui sont présents aujourd'hui. Nous avons le sénateur Loffreda, qui est le vice-président du comité. Nous avons aussi la sénatrice Bellemare, le sénateur Deacon, le sénateur Gignac, la sénatrice Marshall, la sénatrice Martin, le sénateur Massicotte, la sénatrice Miville-Dechêne, la sénatrice Petten, la sénatrice Duncan et le sénateur Yussuff.

Nous poursuivons aujourd'hui notre étude du projet de loi C-34, Loi modifiant la Loi sur Investissement Canada. Nous avons le plaisir d'accueillir M. Anthony Seaboyer, directeur du Centre pour la sécurité des forces armées et de la société au Collège militaire royal du Canada. Il est ici pour nous aider à comprendre l'incidence de ce projet de loi sur la sécurité nationale.

Bienvenue et merci de vous joindre à nous. Nous allons commencer par votre déclaration liminaire. Monsieur Seaboyer, la parole est à vous.

Anthony Seaboyer, directeur, Centre pour la sécurité des forces armées et de la société, Collège militaire royal du Canada, à titre personnel : Je vous remercie beaucoup de l'invitation.

Premièrement, les opinions que j'exprimerai seront uniquement les miennes et non celles d'institutions quelconques.

Mes recherches portent sur la militarisation de l'information par les régimes autoritaires. J'étudie la façon dont les régimes autoritaires ciblent le Canada à l'aide d'applications basées sur l'intelligence artificielle, ou IA, pour mener, dans leurs propres intérêts, des opérations de guerre hybride et en zone grise contre nos sociétés et institutions démocratiques ouvertes et fondées sur des règles. J'examine en particulier la façon dont les applications fondées sur l'IA leur permettent de mener contre les démocraties des attaques de désinformation bien plus efficaces qu'auparavant, la façon dont ces attaques sont fondées sur les données et la manière dont ils accèdent à ces données. Plus particulièrement, j'examine comment ces régimes tentent de

Key to effective foreign adversary influence campaigns is the accuracy of the knowledge and data that foreign adversary governments have on citizens in democracies. The more accurate the data that foreign intelligence services have on Canadians, the more effectively they can target and influence Canadians. This is why we have to defend our democracies by protecting our data. In the age of the weaponization of information, the protection of our personal data from access by foreign intelligence organizations is vital to our democracies and the way we live.

In undemocratic, authoritarian regimes, there are no private profit-driven enterprises as we know them from rule of law-based democratic societies, like we have in Canada. This is a key feature that we have to understand. Chinese companies are required under Chinese law, for example, to enable operations of Chinese intelligence services and share all proprietary information directly with them. If a Chinese company — any Chinese company — doesn't follow requests from the Chinese intelligence services, their leaders run the risk of extrajudicial incarceration and severe sanctions following well-established protocols. Over a dozen very prominent Chinese business executives have been disappeared in China in the past year alone. They tried to run their companies to maximize corporate economic interests, but when intelligence services require them, for example, to offer products in Western markets at prices far under production costs to serve the geostrategic agendas of the regime, they have no choice but to surrender to Chinese government demands. Lack of compliance with directives from Chinese intelligence services leads to investigation and purge of the company's leadership for disloyalty.

This tension between greater profitability interests, for example, and non-economic acquisitions for furthering Chinese state interests is a business-as-usual situation in China. Chinese companies regularly have public relations contingency plans prepared in case their CEOs suddenly vanish — a situation that we cannot imagine in Canada.

Therefore, accepting Chinese investment means engaging with the Chinese regime and inviting their influence into Canada. It is not simply a regular commercial transaction.

If a Canadian company is acquired by China, the People's Republic of China will establish a so-called Chinese Communist Party committee in the company, even in Canada. With every company that China acquires in Canada, Chinese intelligence services expand their influence directly in Canada. The

saper les démocraties grâce à la militarisation de l'information ainsi que leurs motifs.

L'efficacité des campagnes d'influence des adversaires étrangers est tributaire de l'exactitude des renseignements et données qu'ils possèdent sur les citoyens des démocraties. Plus les données que possèdent les services de renseignement étrangers sur les Canadiens sont précises, plus ils peuvent les cibler et les influencer efficacement. Voilà pourquoi nous devons défendre nos démocraties en protégeant nos données. À l'ère de la militarisation de l'information, la protection de nos données personnelles contre tout accès par des services de renseignement étrangers est primordiale pour nos démocraties et notre mode de vie.

Les régimes autoritaires et non démocratiques n'ont pas le genre d'entreprises privées axées sur le profit que nous avons dans les sociétés démocratiques fondées sur la primauté du droit comme le Canada. Il s'agit d'une caractéristique fondamentale que nous devons comprendre. Aux termes des lois chinoises, les entreprises chinoises sont tenues, par exemple, de laisser libre cours aux activités des services de renseignement chinois et de leur transmettre tout renseignement exclusif. Si une entreprise chinoise — quelle qu'elle soit — refuse de se plier aux demandes des services de renseignement chinois, ses dirigeants risquent une incarcération extrajudiciaire et de lourdes sanctions selon des protocoles bien établis. Seulement dans la dernière année, en Chine, plus d'une dizaine de dirigeants d'entreprises chinoises bien connus ont disparu. Ils ont essayé de diriger leurs entreprises pour maximiser leurs profits. Cependant, lorsque les services de renseignement demandent aux entreprises de vendre leurs produits sur les marchés occidentaux à des prix bien inférieurs aux coûts de production, par exemple, pour servir les objectifs géostratégiques du régime, les dirigeants n'ont d'autre choix que de se plier aux demandes du gouvernement chinois. Le refus d'obtempérer aux directives des services de renseignement chinois mène à une enquête et à la purge des dirigeants de l'entreprise pour déloyauté.

En Chine, cette tension entre la recherche d'une rentabilité accrue, par exemple, et les acquisitions non économiques visant à promouvoir les intérêts de l'État chinois est habituelle. Les entreprises chinoises ont souvent un plan de relations publiques d'urgence en cas de disparition soudaine d'un dirigeant. Une telle situation est impensable au Canada.

Par conséquent, accepter des investissements chinois revient à s'engager avec le régime chinois et à ouvrir la voie à son influence au Canada. Ce n'est pas une simple transaction commerciale.

Lorsqu'une entreprise canadienne est acquise par la Chine, la République populaire de Chine établira un prétendu comité du Parti communiste chinois dans l'entreprise, même au Canada. Chaque fois que la Chine acquiert une entreprise au Canada, les services de renseignement chinois étendent directement leur

revelations about “Chinese police stations” in Canada are just the tip of the iceberg that we’ve recently seen.

They use the acquired data to feed AI-enabled applications that can build very insightful information overviews that can be exploited for influence campaigns and to gain access to Canadian critical infrastructure.

A key example — and I could delve into this more during the question-and-answer session if there is interest — are the cheap electric vehicles that China is trying to flood Western markets with, which are way under the prices of production costs. They could soon possibly come to Canada. Modern cars are basically mobile sensors that collect many data points every second — not just of who is in the car, but also which licence plates are in the cars around it, as well as the people are on the streets as they can be recognized with the now easily accessible facial recognition applications. AI-enabled applications can process this collected data in near real time, providing very precise situational awareness to foreign intelligence services wherever these cars are driving, where they are parked and who is in or around them.

Let me conclude by saying that Chinese and other authoritarian regimes’ investments in Canada lead to exactly this kind of sharing of information with foreign intelligence services. Do we want the intelligence service of a foreign country to watch us driving our cars? Do we want them to know where we are driving, when we’re driving, how we’re driving, and with and to whom?

This highly personalized data can be used to feed influence operations that are part of hybrid warfare designed to weaponize asymmetries in democratic societies compared to authoritarian regimes; this is what I would like to raise your attention to. Thank you very much.

The Chair: Thank you very much for your opening comments, and for raising the questions we’ve been grappling with.

We’re going to begin our questioning today with the deputy chair, Senator Loffreda.

Senator Loffreda: Thank you for being here this morning with us.

You mentioned security concerns and hybrid warfare. We’re all concerned with that, but do you feel that the bill properly and adequately balances economic interests with national security

influence au Canada. Les révélations sur les « postes de police chinois » au Canada ne sont que la pointe de l’iceberg de ce qui a été constaté récemment.

Ils utilisent les données acquises pour alimenter des applications basées sur l’IA capables de regrouper des éléments d’information très pertinents qui peuvent servir à mener des campagnes d’influence et à accéder aux infrastructures essentielles canadiennes.

Un exemple clé — que je pourrai approfondir durant les séries de questions, si cela vous intéresse — est la tentative par la Chine d’inonder les marchés occidentaux avec des véhicules électriques bon marché, vendus à des prix bien inférieurs aux coûts de production. Ils pourraient arriver bientôt au Canada. Les voitures modernes sont essentiellement des capteurs mobiles qui collectent une multitude de points de données par seconde, non seulement sur l’occupant du véhicule, mais aussi sur les plaques d’immatriculation des véhicules à proximité et sur les personnes qui sont dans les rues et qui peuvent être reconnues à l’aide d’applications de reconnaissance faciale aujourd’hui facilement accessibles. Les applications basées sur l’IA peuvent traiter les données collectées presque en temps réel, offrant ainsi aux services de renseignement étrangers une connaissance très précise de la situation, indépendamment de l’endroit où ces véhicules circulent ou sont stationnés, et des personnes qui sont à bord ou à proximité.

Je terminerai en disant que les investissements de la Chine et d’autres régimes autoritaires au Canada mènent précisément à ce genre de partage d’informations avec des services de renseignement étrangers. Voulons-nous que les services de renseignement d’un pays étranger nous surveillent pendant que nous sommes au volant? Voulons-nous qu’ils sachent où nous allons, quand nous nous déplaçons, avec qui nous voyageons et qui nous visitons?

Ces données hautement personnalisées peuvent être utilisées pour alimenter des opérations d’influence qui font partie intégrante d’une guerre hybride visant à exploiter les asymétries entre les sociétés démocratiques et les régimes autoritaires. C’est là-dessus que je souhaite attirer votre attention. Merci beaucoup.

La présidente : Je vous remercie beaucoup de votre exposé et d’avoir soulevé des questions qui nous préoccupent.

Nous passons aux questions, en commençant par le vice-président du comité, le sénateur Loffreda.

Le sénateur Loffreda : Je vous remercie de votre présence parmi nous ce matin.

Vous avez mentionné les problèmes de sécurité et la guerre hybride. Cela nous préoccupe tous, mais selon vous, le projet de loi établit-il un équilibre adéquat entre les intérêts économiques

concerns? We are amongst the global leaders with respect to foreign direct investment. Do you feel that this bill will help us maintain that status?

You talked about China, and 3.3% of our exports are to China and close to 10% of our imports are from China, so there is a substantial amount of business that Canada does with China.

Is there a proper balance in this bill, and do you feel like something is missing or should be added?

Mr. Seaboyer: You're talking to a political scientist with a national security perspective, so I'm talking from the national security perspective. From that national security perspective, I think the bill is a great step in the right direction, but it's not sufficient.

From my perspective, any investment from an undemocratic, authoritarian regime — and there are not many; there are four that I'm most concerned about: China, Russia, Iran and North Korea — should be subject to the highest levels of scrutiny through national security checks. Why? It's because we see that these regimes are constantly targeting and undermining our democracies. They see Western-style democracies as threats to their existence, and they try to undermine them.

From my view, the threshold should be lower. It's a step in the right direction, but it's not sufficient as it is, from a national security perspective. However, I recognize there are other interests that play a role as well.

Senator Loffreda: So, in other words, you feel like there should be a reindustrialization that should progress in Canada? If you look at those numbers — a reindustrialization. In other words, I'm discussing the numbers I gave you: 3.3% of our exports are to China and close to 10% of our imports are from China. Do those numbers concern you? In a sense, does this bill go far enough to protect and balance the economic interests and national security threats?

Mr. Seaboyer: From my perspective, no. When it was drafted, the capabilities of AI-enabled applications to process data were nowhere close to where they are now. The ability of foreign intelligence services to access, process and analyze the data — as they can do today in 2024 — was never there. The bill doesn't recognize that sufficiently, and it should be stronger in terms of protecting our national security interests, in my view.

Senator Loffreda: Thank you.

et les questions de sécurité nationale? Nous sommes l'un des chefs de file mondiaux en matière d'investissements directs étrangers. Le projet de loi nous aidera-t-il à conserver ce statut, à votre avis?

Vous avez parlé de la Chine; 3,3 % de nos exportations sont destinées à la Chine et près de 10 % de nos importations proviennent de la Chine, ce qui signifie que le Canada a d'importants échanges commerciaux avec la Chine.

Y a-t-il un équilibre adéquat dans ce projet de loi? Selon vous, y a-t-il quelque chose qui manque ou qui devrait être ajouté?

M. Seaboyer : Vous parlez avec un politologue qui examine les choses sous l'angle de la sécurité nationale. Mes commentaires vont donc en ce sens. Du point de vue de la sécurité nationale, je pense que le projet de loi est un important pas dans la bonne direction, mais ce n'est pas suffisant.

De mon point de vue, tout investissement par un régime autoritaire et non démocratique — ils sont peu nombreux et quatre d'entre eux me préoccupent particulièrement, soit la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord — devrait faire l'objet d'un examen approfondi par l'intermédiaire de vérifications liées à la sécurité nationale. Pourquoi? Parce que nous constatons que ces régimes s'efforcent constamment de cibler et de saper nos démocraties. Ils considèrent les démocraties occidentales comme des menaces pour leur existence, et ils tentent de les affaiblir.

De mon point de vue, le seuil devrait être plus bas. C'est un pas dans la bonne direction, mais dans sa forme actuelle, ce n'est pas suffisant du point de vue de la sécurité nationale. Toutefois, je reconnais que d'autres intérêts jouent aussi un rôle.

Le sénateur Loffreda : Autrement dit, vous considérez qu'il faut promouvoir la réindustrialisation du Canada. Lorsqu'on regarde ces chiffres — une réindustrialisation. En d'autres termes, je parle des chiffres que je vous ai donnés, à savoir que 3,3 % de nos exportations sont destinées à la Chine et près de 10 % de nos importations proviennent de la Chine. Ces chiffres vous préoccupent-ils? D'une certaine manière, ce projet de loi va-t-il assez loin pour assurer un équilibre entre nos intérêts économiques et la protection contre les menaces à la sécurité nationale?

M. Seaboyer : De mon point de vue, non. Lorsqu'il a été rédigé, les applications basées sur l'IA étaient loin d'avoir la capacité de traitement des données qu'elles ont aujourd'hui. À l'époque, les services de renseignement étrangers n'avaient pas les capacités qu'ils ont aujourd'hui, en 2024, pour l'accès aux données ni pour le traitement et l'analyse des données. Ce fait n'est pas suffisamment reconnu dans le projet de loi. En outre, il devrait avoir plus de mordant pour protéger nos intérêts de sécurité nationale, à mon avis.

Le sénateur Loffreda : Merci.

Senator Marshall: I have two unrelated questions. First, I always thought of China when I was reading the background material on you, but you also talked about Russia and North Korea. Do you think there should be a separate, more intense review of proposed investments from those three countries, as opposed to a one-size-fits-all? Should it be carved out?

Mr. Seaboyer: Not necessarily. The interests of, for example, China and Russia are very different in terms of how they're influencing us and what they want to do. That said, I'm not sure it's necessary to treat them differently. I would want to see any investment from any of those four countries — particularly Russia and China — be scrutinized by the highest possible national security checks. That would be sufficient for me. But it is true that they follow very different strategies and have very different interests — particularly Russia and China — in their influence campaigns.

Senator Marshall: Can you talk about the data? You mentioned the security of data and access in your opening remarks. The data is like a gold mine, especially in China. Even with the government privatizing, for example, health care records — I don't know if the Canada Revenue Agency is too — there's some risk there with regard to hackers. Can you talk a little bit about that because it keeps coming up as an issue that there's not enough security over the data and not enough review?

Mr. Seaboyer: Absolutely. I would differentiate between two things: Hacked data is a whole different challenge we're facing than that of countries purchasing companies, thereby accessing all consumer and product data that they have. This is, unfortunately, a legal way to access the data. This is completely separate from hacking. They don't have to go to the lengths of actually hacking in order to access the data.

How are they using this? We have to understand that any AI-based application is only as good as the data it uses. The more data they feed these algorithms, the more they can learn and the more accurate they can be. What we're seeing today is that the targeting cycle for influence operations — how countries identify who to target, when to target, how to target and with which narratives — is being increasingly automated with AI-enabled applications, so they don't have actual people sitting there. China currently has over 400,000 people doing this, but, more and more, this is done by algorithms and AI-enabled applications. The more data you have, the more accurate they will be, and the less we, as citizens, will notice we're being targeted — and the more effective they will be in changing our thinking. This fundamentally undermines our organic democratic will-formation process.

La sénatrice Marshall : J'ai deux questions qui ne sont pas liées. Premièrement, lorsque je lisais les documents d'information à votre sujet, je pensais toujours à la Chine, mais vous avez aussi mentionné la Russie et la Corée du Nord. Selon vous, les propositions d'investissements venant de ces trois pays devraient-elles faire l'objet d'une vérification distincte et plus approfondie au lieu d'une vérification uniformisée? Devrait-il y avoir une disposition particulière?

M. Seaboyer : Pas nécessairement. Par exemple, la Chine et la Russie ont des intérêts très différents, tant sur le plan de l'influence qu'ils veulent exercer sur nous que sur le plan des objectifs. Cela dit, je ne suis pas certain qu'il est nécessaire de les traiter différemment. Je voudrais que tout investissement provenant de l'un de ces quatre pays — en particulier la Russie et la Chine — fasse l'objet des vérifications de sécurité nationale les plus rigoureuses possible. Cela me suffirait. Cela dit, il est vrai que ces pays — en particulier la Russie et la Chine — ont des stratégies très différentes et des intérêts très différents dans leurs campagnes d'influence.

La sénatrice Marshall : Pouvez-vous parler des données? Vous avez mentionné la sécurité des données et l'accès aux données dans votre déclaration préliminaire. Les données sont une véritable mine d'or, en particulier en Chine. Même si le gouvernement privatise les dossiers médicaux, par exemple — j'ignore si l'Agence du revenu du Canada va aussi en ce sens —, il y a un certain risque de piratage informatique. Pouvez-vous en parler un peu? On évoque sans cesse le manque de sécurité des données et le manque de surveillance.

M. Seaboyer : Absolument. Je ferais une distinction entre deux phénomènes : le piratage de données est un défi tout à fait différent de celui des pays qui achètent des entreprises, accédant ainsi à toutes les données relatives aux consommateurs et aux produits qu'ils possèdent. Il s'agit malheureusement d'un moyen légal d'accéder aux données. C'est une tout autre paire de manches que le piratage. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire d'aller jusqu'au piratage pour accéder aux données.

Comment les acteurs s'y prennent-ils? Nous devons comprendre que toute application fondée sur l'intelligence artificielle, ou IA, trouve sa valeur dans les données qui l'alimentent. Plus les algorithmes sont alimentés en données, plus ils peuvent apprendre et plus ils gagnent en précision. Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est que le cycle de ciblage des opérations d'influence — comment les pays choisissent leurs cibles, le moment de les cibler, la façon de le faire et avec quels récits — est de plus en plus automatisé avec des applications fondées sur l'IA. Il n'y a donc pas de personnes réelles derrière ces opérations. La Chine compte actuellement plus de 400 000 personnes chargées de ces tâches, qui sont cependant de plus en plus effectuées par des algorithmes et des applications fondées sur l'IA. Plus les données seront nombreuses, plus les applications seront précises, et moins nous, les citoyens,

Senator Marshall: The possibility is there, if you can access health care data, motor registration data and national revenue data. It's wonderful.

Mr. Seaboyer: It's a huge challenge. This comes with the convenience of modern society. The more we do online, the larger our data trail becomes and the more exploitable this is to adversaries.

Senator Marshall: Thank you.

Senator C. Deacon: Thank you very much, Mr. Seaboyer. What I struggle with is the tension produced by the fact that in order to have business investment, you must have the ability to have a liquidity event. And if we want to shut down business investment, we can do it by shutting down the ability to reliably sell one's company. But the concerns you raise are fundamental.

I was really surprised to have highlighted the lack of penalties in this bill for non-compliance. It reminded me of the issue of Cambridge Analytica and Facebook, where the Americans imposed a fine of \$5 billion, whereas we imposed a fine of only \$9 million. It's a rounding error; it's not a concern. Can you speak to that issue? I think we could at least lower the thresholds and have stronger enforcement with stronger penalties.

Mr. Seaboyer: I was very surprised when I saw the penalty numbers. They are so low that really — as you say — it has zero effect. But beyond that, I would say that it's very essential to raise awareness and understanding of how they're targeting us, why they're targeting us, why and how they do this with foreign investments, and then prevent that from happening in the beginning. That would be my primary interest.

Senator C. Deacon: You spoke about hundreds of thousands of those working in this space, plus advanced AI in China. How many tens or hundreds do we have at our end?

Mr. Seaboyer: In messaging out into foreign adversaries?

Senator C. Deacon: No, in protecting ourselves.

remarquerons que nous sommes ciblés. De plus, les applications parviendront ainsi plus efficacement à changer notre façon de penser. Cela mine fondamentalement le processus naturel renforçant notre volonté démocratique.

La sénatrice Marshall : La possibilité existe, si l'on peut accéder aux données relatives aux soins de santé, à l'immatriculation des véhicules et au revenu national. C'est formidable.

M. Seaboyer : C'est un défi de taille, qui va de pair avec les commodités de la société moderne. Plus nous sommes présents en ligne, plus la trace de nos données s'élargit et plus elle est exploitable par les adversaires.

La sénatrice Marshall : Merci.

Le sénateur C. Deacon : Merci beaucoup, monsieur Seaboyer. Ce qui me pose problème, c'est la tension produite par le fait que pour faire des investissements commerciaux, il faut avoir encaissé des liquidités. Et si nous voulons mettre un terme aux investissements des entreprises, nous pouvons le faire en éliminant la possibilité de vendre son entreprise facilement. Mais les préoccupations que vous soulevez sont fondamentales.

J'ai été vraiment surpris de voir l'absence de sanctions dans ce projet de loi en cas de non-conformité. Cela m'a rappelé la question de Cambridge Analytica et de Facebook, où les Américains ont imposé une amende de 5 milliards de dollars, alors que nous avons imposé une maigre amende de 9 millions de dollars. C'est une erreur d'arrondi; ce n'est pas une préoccupation. Pouvez-vous nous parler de cet enjeu? Je pense que nous pourrions au moins abaisser les seuils et appliquer les règles plus rigoureusement en imposant des sanctions plus sévères.

M. Seaboyer : J'ai été très surpris lorsque j'ai vu le montant des pénalités. Elles sont si dérisoires que — comme vous le dites — elles n'ont aucun effet. Mais au-delà des pénalités, je dirais qu'il est vraiment essentiel de sensibiliser la population et de lui faire comprendre comment nous sommes ciblés, pourquoi nous le sommes et comment les acteurs se servent des investissements étrangers pour s'y prendre. Puis, il faut empêcher dès le départ que le phénomène ne se produise. C'est ce qui m'intéresse au premier chef.

Le sénateur C. Deacon : Vous avez parlé de centaines de milliers de personnes travaillant dans ce domaine, ainsi que de l'IA avancée en Chine. Combien de dizaines ou de centaines de personnes avons-nous à notre disposition?

M. Seaboyer : Pour envoyer des messages à des adversaires étrangers?

Le sénateur C. Deacon : Non, pour nous protéger.

Mr. Seaboyer: That's a very good question. The protection against these information attacks has to be a whole-of-society approach through public education — teachers in schools — our media organizations and various government levels. If you include all that, we have a lot of people who need to be involved and who are, to an extent, involved. But the main and newest difference, I would say, is that these AI-enabled applications fundamentally oversaturate what information is available in the information space. They drain out legitimate information, overwhelming anybody in our society who is consuming information. With that, authoritarian regimes want to achieve a lack of agency, because people become overwhelmed, the information space is so oversaturated that “information suffocation” occurs. It becomes too exhausting for people to deal with the information because they're experiencing this onslaught of information. So they turn away, and information apathy emerges. They turn away and stop engaging with civil society. Eradicating civil society is a key goal of authoritarian regimes, and this is what we need to prevent; that's the challenge I see. They want us to lose our agency as citizens and disengage from the political process, and they do this by overflowing the information space with disinformation and other methods. That's where data protection comes in.

Senator C. Deacon: Social media-enabled.

Mr. Seaboyer: It's a huge part of it, but it's not just social media. It comes in various forms.

Senator C. Deacon: Thank you.

Senator Petten: As I'm listening to some of the other comments about the threat of cybersecurity and potential investors wanting the data, do you think that Bill C-34 needs to be strengthened?

Mr. Seaboyer: These attacks don't just happen in the information space with traditional information warfare operations; they are in combination with hacks. If you look at deepfakes, such as the Zelenskyy deepfake by Russia against Ukraine, they hack into legitimate news websites — this is hacking and cyberwarfare — and post these deepfakes, looking as if they are legitimate news broadcasts by the news organization. So it's always a variety and bouquet of forms of warfare that are combined. Cybersecurity absolutely needs to be adapted. This is the problem and challenge we are facing: Technology is developing so fast that the laws are always a couple of steps behind the newest capabilities that countries have to influence democracies.

M. Seaboyer : C'est une excellente question. La protection contre ces attaques ciblant nos données doit être une approche pansociétale rassemblant l'éducation publique — les enseignants dans les écoles —, nos organisations médiatiques et les différents ordres de gouvernement. En tout, de nombreux intervenants doivent être impliqués et le sont dans une certaine mesure. Mais la différence principale, qui est aussi la plus récente, je dirais, est que ces applications fondées sur l'IA créent un excédent de nouvelles dans la sphère de l'information. Elles ensevelissent les informations légitimes et submergent tous ceux qui, dans notre société, consomment de l'information. Ainsi, les régimes autoritaires veulent parvenir à un manque d'action, parce que les citoyens sont submergés; la sphère de l'information est tellement sursaturée qu'il se produit une « suffocation par l'information. » Il devient trop épuisant pour la population de traiter l'information parce qu'elle se fait assaillir d'informations. Elle se détourne donc de l'information, et l'apathie à l'égard de l'information point. Elle perd son intérêt et cesse de s'engager dans la société civile. L'éradication de la société civile est un objectif clé des régimes autoritaires, et c'est ce que nous devons empêcher; c'est le défi que j'entrevois. Ils veulent que nous perdions notre pouvoir de citoyens et que nous nous désengagions du processus politique, et ils y parviennent en inondant la sphère de l'information de désinformation et d'autres méthodes. C'est là que la protection des données entre en jeu.

Le sénateur C. Deacon : Ils se servent des médias sociaux pour y arriver.

M. Seaboyer : C'est un élément essentiel, mais il n'y a pas que les médias sociaux. Les régimes autoritaires s'y prennent de différentes façons.

Le sénateur C. Deacon : Merci.

La sénatrice Petten : À la lumière des commentaires sur la menace contre la cybersécurité et les investisseurs potentiels qui veulent les données, pensez-vous que le projet de loi C-34 doit être renforcé?

M. Seaboyer : Ces attaques ne se produisent pas seulement dans la sphère de l'information au moyen d'opérations traditionnelles de guerre de l'information; elles sont combinées à des piratages. Si on pense aux hypertrucages, comme la vidéo du président Zelensky hypertruquée par la Russie pour s'en prendre à l'Ukraine, on voit que les régimes autoritaires piratent des sites Web de journaux télévisés légitimes — c'est un mélange de piratage et de cyberguerre — et publient ces hypertrucages en faisant croire qu'il s'agit d'émissions d'information légitimes diffusées par le bureau de presse. Ils ont donc toujours recours à une variété de méthodes de guerre simultanément. La cybersécurité doit absolument être adaptée. C'est le problème et défi auquel nous sommes confrontés : la technologie évolue si rapidement que les lois ont toujours quelques longueurs de retard sur les capacités les plus récentes dont disposent les pays pour influencer les démocraties.

Senator Petten: Thank you.

The Chair: Just on that point, Mr. Seaboyer, you said that this bill was out of date before it was drafted. That will be the case every single day, 365 days a year. Do you have any suggestions on how to keep this an open process so that it can constantly be updated without the rigours of changing a piece of legislation?

Mr. Seaboyer: I'm going to take the easy way out. That's your job. It's very hard to update legislation and have a grasp on it. Even those of us who are studying these areas are constantly trying to stay on track of this constantly moving ball; it's incredibly difficult. We only know of what is openly available, generally speaking. We don't know what China is doing in their secret labs. We do know that they are, by far, the top investor in AI development. Of the top 10 universities that publish most on AI, 8 are in China and 2 are in the United States. Canada is nowhere close to that; we see that. It's an incredibly difficult challenge because AI is self-learning, which speeds up the learning process. It's very difficult to keep track of that.

[Translation]

Senator Miville-Dechêne: Have you looked at similar legislation in other Five Eyes countries to see whether our legislation, broadly speaking, matches theirs — not in detail — in terms of being able to choose the right investments that don't put our national security at risk?

[English]

Mr. Seaboyer: It's a step in the right direction, but as we just heard, the level of penalties is far behind, and it's much easier to perform these attacks in Canada. The repercussions are nowhere close to those of some of our Five Eyes partners, and, to be compatible with them, we need to be much more rigorous on some levels. The spirit is the same, the attempts are the same and, I think, the general threat perception is similar, but we certainly need to cooperate better and more optimally with them, matching more closely the repercussions they have introduced.

Senator Miville-Dechêne: Do you have specifics in terms of the difference in penalties, for example? Do you know what they are, or could you follow up with us?

Mr. Seaboyer: I'll follow up with numbers on that, but for me, it's two essential points: first, the threshold when a national security test is required, and, second, the penalties introduced.

La sénatrice Petten : Merci.

La présidente : À ce propos, monsieur Seaboyer, vous avez dit que ce projet de loi était désuet avant même d'être rédigé. Ce sera le cas tous les jours, 365 jours par année. Avez-vous des suggestions sur la manière de maintenir ce processus ouvert afin qu'il puisse être constamment mis à jour sans les contraintes de la modification législative?

M. Seaboyer : Je vais prendre la voie de la facilité : c'est votre travail. Il est très difficile de mettre les lois à jour et de les comprendre. Même ceux d'entre nous qui étudient ces domaines essaient constamment de suivre cet enjeu en constante évolution; c'est incroyablement difficile. De manière générale, nous ne connaissons que ce qui est ouvertement accessible. Nous ne savons pas ce que fait la Chine dans ses laboratoires secrets. Nous savons par contre qu'elle est, de loin, le premier investisseur dans le développement de l'IA. Sur les dix universités qui publient le plus d'articles sur l'IA, huit se trouvent en Chine et deux aux États-Unis. Le Canada est loin du compte; nous le constatons. Il s'agit d'un défi incroyablement difficile à relever, car l'IA est autodidacte, ce qui accélère le processus d'apprentissage. Il est très difficile d'en assurer le suivi.

[Français]

La sénatrice Miville-Dechêne : Avez-vous étudié les lois similaires des autres pays du Groupe des cinq, pour savoir si notre loi, en gros, correspond aux leurs — pas dans les détails — en matière de capacité à choisir les bons investissements qui ne mettent pas notre sécurité nationale en danger?

[Traduction]

M. Seaboyer : C'est un pas dans la bonne direction, mais comme nous venons de l'entendre, la sévérité des sanctions est très en deçà de ce qui est imposé dans d'autres pays, et il est beaucoup plus facile de perpétrer ces attaques au Canada. Les répercussions sont loin d'égaliser celles chez certains de nos partenaires du Groupe des cinq et, pour nous retrouver au même niveau qu'eux, nous devons être beaucoup plus rigoureux à certains égards. L'esprit est le même, les tentatives sont les mêmes et, je pense, la perception générale de la menace est similaire. Or, nous devons certainement mieux coopérer et de manière plus optimale avec eux, en alignant nos sanctions plus étroitement sur celles qu'ils ont créées.

La sénatrice Miville-Dechêne : Avez-vous des précisions sur la différence entre les pénalités, par exemple? Savez-vous ce qu'elles sont, ou pourriez-vous nous les communiquer après la réunion?

M. Seaboyer : Je donnerai des chiffres plus tard à ce sujet, mais pour moi, il y a deux points essentiels : premièrement, le seuil à partir duquel le critère de la sécurité nationale doit

Those would be the two things I would focus on most. First of all, it's the following: When are security threats required and how strictly are they enforced?

Senator Miville-Dechêne: On transparency, we heard testimony that suggested there should be more transparency by the minister on who is blocked and who is not blocked after inquiry.

Do you agree with that, or do you side with those who say that it could be problematic to have more transparency, because it would give tools to foreign countries, which would then try to retaliate against us?

Mr. Seaboyer: I very much understand the concerns of greater transparency, but I believe that one of the strengths — maybe the key strength — of our society is our transparency and the accountability that comes from it. I believe that is a risk very much worth taking. I believe it is a core fundament of our society that we have this transparency. I don't think this is a compromise we should make.

Senator Miville-Dechêne: It's written that the minister "may publish." Is that enough for you?

Mr. Seaboyer: This is not my field of expertise. Personally, I would like the largest amount of transparency possible.

Senator Miville-Dechêne: Thank you.

[*Translation*]

Senator Gignac: I'd like to welcome the witnesses. I have two questions. The first has to do with the bill and the second with government procurement.

For the first question about the bill, there is an aspect that annoys the committee about the fact that there is a transfer of powers from the Council of Ministers — the Governor in Council — to the minister. He needs to consult the Minister of Public Safety, but not necessarily all the other ministers.

Yesterday, a witness suggested that we take inspiration from the CFIUS, the Committee on Foreign Investment in the United States.

[*English*]

This is a committee with many more people. So is it something that we have to look at?

s'appliquer et, deuxièmement, les sanctions créées. Ce sont les deux points sur lesquels je me concentrerais le plus. Tout d'abord, il faut prendre ces points en considération : dans quelles circonstances faut-il tenir compte des menaces à la sécurité et avec quelle rigueur faut-il les contrer?

La sénatrice Miville-Dechêne : En ce qui concerne la transparence, nous avons entendu des témoignages suggérant que le ministre devrait faire preuve de plus de transparence quant aux personnes bloquées et à celles qui ne le sont pas à l'issue d'une enquête.

Appuyez-vous cette suggestion, ou vous rangez-vous du côté de ceux qui avancent qu'une transparence accrue pourrait poser problème, parce qu'elle donnerait des outils aux pays étrangers, qui essaieraient alors de prendre des mesures de rétorsion contre nous?

M. Seaboyer : Je comprends très bien les préoccupations liées à une plus grande transparence, mais je pense que l'une des forces — peut-être la force principale — de notre société est notre transparence et la responsabilité qui en découle. Je pense que c'est un risque qui vaut tout à fait la peine d'être pris. Je pense que cette transparence est un élément fondamental de notre société. Je ne pense pas que nous devrions faire de compromis là-dessus.

La sénatrice Miville-Dechêne : Il est écrit que le ministre « peut publier. » Cette formulation vous suffit-elle?

M. Seaboyer : Ce n'est pas mon domaine d'expertise. Personnellement, je souhaite la plus grande transparence possible.

La sénatrice Miville-Dechêne : Merci.

[*Français*]

Le sénateur Gignac : Bienvenue aux témoins. J'aurais deux questions. La première a trait au projet de loi et la deuxième porte sur les approvisionnements du gouvernement.

Pour la première question portant sur le projet de loi, il y a un aspect qui agace le comité sur le fait qu'il y a un transfert des pouvoirs du Conseil des ministres — du gouverneur en conseil — au ministre. Il a besoin de consulter le ministre de la Sécurité publique, mais pas nécessairement tous les autres ministres.

Hier, un témoin nous suggérait de nous inspirer du CFIUS, le Committee on Foreign Investment in the United States.

[*Traduction*]

Il s'agit d'un comité composé de beaucoup plus de personnes. Devrions-nous examiner cette question?

[Translation]

You're the Director of the Centre for Security, Armed Forces and Society and, with all due respect for the Department of Public Safety, the Department of National Defence is surely better equipped from a national security standpoint to examine the issue, with technology, for example.

Are you comfortable with the current authorization process as recommended in the bill?

[English]

Mr. Seaboyer: This is something that goes a bit beyond my expertise level. I can tell you how they're trying to influence us, why they're doing this and, ideally, how we can defend this as the whole of society. Beyond that, it would be something that goes beyond my expertise.

Senator Gignac: I have a second topic. You have expertise; I found your case interesting when you talked about electric vehicles, because I questioned the government regarding the procurement here. In the U.S., a Chinese company cannot any longer apply on the mass transit when they have a big project, because of facial recognition — all the reasons you described. So I'm surprised that, in Canada, we don't harmonize with the U.S. and so on.

Is that something you would suggest the government have a look at as well?

Mr. Seaboyer: Absolutely. I don't understand why we don't.

Senator Gignac: That's precisely why my first question was asked: You have much more expertise than some other departments here regarding when allies have foreign direct investment data and all the implications. We need some people with expertise to help the minister with this.

Mr. Seaboyer: I would agree with that, yes.

[Translation]

Senator Bellemare: Thank you for being with us. Listening to you, it's clear that the security risks in Canada are now very high.

I am going to continue sort of along the lines of the previous questions, even though many of them have already been answered.

My first question is this. With or without this bill, Canada is now under threat. With all the consumer goods, no matter what

[Français]

Vous êtes directeur du Centre pour la sécurité des forces armées et de la société et, en tout respect pour le ministère de la Sécurité publique, le ministère de la Défense nationale est sûrement mieux outillé sur le plan de la sécurité nationale pour examiner la question, avec la technologie, par exemple.

Êtes-vous à l'aise avec le processus d'autorisation actuel, tel qu'il est recommandé dans le projet de loi?

[Traduction]

M. Seaboyer : C'est un sujet qui dépasse un peu mon niveau d'expertise. Je peux vous dire comment les acteurs malveillants essaient de nous influencer, pourquoi ils le font et, idéalement, comment notre société dans son ensemble peut se défendre. Les autres enjeux dépassent mon domaine d'expertise.

Le sénateur Gignac : J'ai un deuxième sujet. Vous avez de l'expertise; j'ai trouvé intéressant le cas des véhicules électriques que vous avez décrit, parce que j'ai interrogé le gouvernement au sujet des marchés publics ici. Aux États-Unis, une entreprise chinoise ne peut plus soumissionner pour les gros projets de transport en commun, en raison de la reconnaissance faciale et de toutes les raisons que vous avez décrites. Je suis donc surpris qu'au Canada, nous n'harmonisons pas nos pratiques avec celles des États-Unis, entre autres.

Suggérez-vous au gouvernement de se pencher également sur cette question?

M. Seaboyer : Absolument. Je ne comprends pas pourquoi nous ne le faisons pas.

Le sénateur Gignac : C'est précisément la raison pour laquelle j'ai posé ma première question : vous détenez beaucoup plus d'expertise que certains de nos ministères sur les alliés qui ont des données sur les investissements directs étrangers ainsi que sur toutes les répercussions. Nous avons besoin d'experts pour aider le ministre dans ce dossier.

M. Seaboyer : J'en conviens, oui.

[Français]

La sénatrice Bellemare : Merci d'être avec nous. On comprend bien, en vous écoutant, que les risques de sécurité sont très grands désormais au Canada.

Je vais un peu aller dans le sens des questions précédentes, même si plusieurs ont déjà reçu une réponse.

Ma première question est la suivante. Avec ou sans ce projet de loi, le Canada est désormais menacé. Avec tous les objets de

we do, we are already being spied on everywhere. Many countries already have a presence here, regardless of the laws.

That is my understanding, and I would like you to tell us more about it. Nevertheless, you would like this bill to be stricter, perhaps even to the point of excluding countries from direct investment in certain sectors of the economy.

Have I understood correctly? Thank you very much.

[English]

Mr. Seaboyer: If I understood your question correctly, you're saying that Canada is not a threat anyway, and you want to know more about how this threat is happening and how they're targeting us — is that correct?

[Translation]

Senator Bellemare: Yes. What I was thinking is that the bill might not add any more threats than there already are.

[English]

Threats are there anyway, so, with the bill, the increase is really the threats or not. If so, would you recommend to us to say that we should limit some countries investing in Canada and in some sectors in particular?

[Translation]

Mr. Seaboyer: I think it's necessary.

[English]

It's just China, Russia, Iran and North Korea. Those are the countries — particularly the first three and in that sequence — that are most effectively targeting us. These countries see the sheer existence of a democracy as a threat to their grip on power. Why is that? With digitalization, their citizens see our living conditions better than ever before, and they ask themselves why they can't have the same freedoms as Canadians. "Why can't we have rule of law like Canada does? Why can't we have freedom of movement and freedom of expression?" That creates extreme pressure on authoritarian regimes.

They respond to that in two ways: They try to control access to information domestically — what people are thinking and how they're thinking — and, outside of the country, they look to influence how a democracy functions and what perceptions exist of their country. That's what they're trying to do. They're trying

consommation, peu importe ce que l'on fait, on est déjà espionné partout. Bien des pays sont déjà présents chez nous, peu importe les lois.

C'est ce que j'ai compris, et j'aimerais que vous nous en disiez davantage. Vous souhaiteriez néanmoins que ce projet de loi soit plus strict, peut-être même jusqu'à exclure des pays d'investissement direct dans certains secteurs de l'économie.

Est-ce que j'ai bien compris? Merci beaucoup.

[Traduction]

M. Seaboyer : Si j'ai bien compris votre question, vous dites que le Canada n'est de toute façon pas une menace et que vous voulez en savoir plus sur la façon dont cette menace se concrétise et sur la façon dont nous sommes ciblés. Est-ce bien votre question?

[Français]

La sénatrice Bellemare : Oui. Ce que je me disais, c'est que le projet de loi n'ajoutera peut-être pas plus de menaces qu'il y en a déjà.

[Traduction]

Les menaces existent de toute façon, donc, avec le projet de loi, l'augmentation concerne vraiment les menaces ou non. Si c'est le cas, nous recommanderiez-vous de limiter les investissements de certains pays au Canada et dans certains secteurs en particulier?

[Français]

M. Seaboyer : Je crois que c'est nécessaire.

[Traduction]

Il n'y a que la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord. Ce sont les pays — en particulier les trois premiers et dans cette séquence — qui nous ciblent le plus efficacement. Ces pays voient la simple existence d'une démocratie comme une menace à leur emprise sur le pouvoir. Pourquoi? Avec la numérisation, leurs citoyens voient nos conditions de vie comme jamais auparavant, et ils se demandent pourquoi ils ne peuvent pas avoir les mêmes libertés que les Canadiens. « Pourquoi ne pouvons-nous pas avoir la primauté du droit comme le Canada? Pourquoi ne pouvons-nous pas avoir la liberté de mouvement et la liberté d'expression? » Cela crée une pression extrême sur les régimes autoritaires.

Ils réagissent de deux façons : ils essaient de contrôler l'accès à l'information à l'échelle nationale — ce que les gens pensent et comment ils pensent — et, à l'extérieur du pays, ils cherchent à influencer le fonctionnement des démocraties et les perceptions qui existent à l'égard de leur pays. C'est ce qu'ils essaient de

to control how people think internally, and how people think outside of their country and how they're influencing.

For example, China sees any flow of what they call "unauthorized information" anywhere in the world as a threat to their national security — anywhere in the world, including Ottawa, Kingston and Montreal. They do that through a vast array of influence tools, from buying movie companies and having movies distributed, to arts, culture and sports in various forms.

Like we heard before, they do that with different goals, so there is some necessity there to fine-tune approaches. But in my view, foreign investment is one tool among many to access data and critical infrastructure, and to buy and purchase influence — directly and through how the data is exploited. With any deals that we make there, we're risking national security and the functioning of our democracy, and we have to be aware of that.

I do recognize, of course, that other factors play a role in your decision making as well, but, from a national security perspective, regarding those four countries, there should be the most rigorous testing. I would see very few exceptions where there would be agreement after such a testing.

Senator Bellemare: Thank you.

Senator Massicotte: Thank you for being with us this morning. The first part of your presentation was basically outlining all the threats. I must admit that I'm not the least bit surprised. I think those are the facts, from my information, but your information is better than mine. Regardless, I thought, "Of course they're doing that. We should not expect otherwise." I suspect we're doing the same as a country. Maybe our values and systems are different, but the Americans are doing the same thing: trying to make sure we cut off or control. I'm sure every major investment by China in our environment is going to be checked and reviewed; it's automatic.

Having said that, though, what do we do as a consequence? You're saying that we should increase the testing to be more severe. That's very tough. We're all doing the same thing; from what I see and read, in regard to all the things we are trying to do to protect the industry — the important stuff — we, and they, are doing the same thing. Everybody is doing the same thing. Maybe in 10 years, we'll find out it was all a waste, but everyone is very aggressive with it because there's distrust in our political world.

What do we do to make sure we get there, and that it's not all a waste of time and money?

faire. Ils essaient de contrôler la façon dont les gens pensent à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays et la façon dont ils exercent une influence.

Par exemple, la Chine considère toute circulation de ce qu'elle appelle des « renseignements non autorisés » n'importe où dans le monde comme une menace à sa sécurité nationale... N'importe où dans le monde, y compris à Ottawa, à Kingston et à Montréal. Elle a recours à divers outils d'influence, allant de l'achat de sociétés cinématographiques et de la distribution de films aux arts, à la culture et aux sports sous diverses formes.

Comme nous l'avons déjà entendu, ils le font dans divers buts; il faut donc peaufiner les approches. À mon avis, toutefois, l'investissement étranger représente un outil parmi de nombreux autres pour accéder aux données et aux infrastructures essentielles, et pour acheter de l'influence... directement et selon la façon dont les données sont exploitées. Toutes les transactions entraînent un risque pour la sécurité nationale et le fonctionnement de notre démocratie; nous devons en être conscients.

Je reconnais que d'autres facteurs jouent un rôle dans votre prise de décisions, mais du point de vue de la sécurité nationale, il faudrait appliquer des critères plus rigoureux à ces quatre pays. Je ne vois que quelques exceptions où l'on pourrait conclure une entente après avoir appliqué ces critères.

La sénatrice Bellemare : Merci.

Le sénateur Massicotte : Je vous remercie d'être parmi nous ce matin. Dans la première partie de votre exposé, vous avez pratiquement décrit toutes les menaces. Je dois avouer que je ne suis pas du tout surpris. Je pense que ce sont les faits, d'après mes renseignements, mais les vôtres sont meilleurs que les miens. Quoi qu'il en soit, je me suis dit : « Bien sûr qu'ils le font. Il ne faut pas s'attendre à autre chose de leur part. » Je soupçonne que nous faisons la même chose en tant que pays. Nos valeurs et nos systèmes sont peut-être différents, mais les Américains le font aussi : ils essaient d'isoler la Chine ou d'exercer un certain contrôle. Je suis sûr que chaque investissement important de la Chine dans notre environnement sera vérifié et examiné; c'est automatique.

Cela dit, que faisons-nous en conséquence? Vous dites que nous devrions resserrer les critères pour qu'ils soient plus rigoureux. C'est très difficile. D'après ce que je vois et ce que je lis, nous prenons tous les mêmes mesures pour tenter de protéger l'industrie — les mesures importantes —, nous et eux faisons la même chose. C'est le cas de tout le monde. Peut-être que dans 10 ans, on va se rendre compte que cela n'a servi à rien, mais tout le monde est très agressif parce qu'il y a de la méfiance dans notre monde politique.

Que pouvons-nous faire pour nous assurer d'y arriver, et que tout ne soit pas une perte de temps et d'argent?

Second, you made reference to the Five Eyes. If you notice from the last year and a half or two years, we're often not part of it. We're part of the Five Eyes, but, for some reason, we're not the favourite friends of the Americans anymore, and we're not there with them anymore. We are being excluded, such as with the submarines and so on.

So what do you do with that? We are not there anymore, because we are not America's best friend.

Mr. Seaboyer: From my perspective, I agree with some of the things you said, and others, I do not.

First of all, what we try to do with foreign investments in China is very different from what they are trying to do with investments here. We are not trying, in my view or from my understanding, at all to influence them in any undemocratic ways.

If we try to assert influence, we are trying to further human rights, or we are trying to improve the living conditions of citizens. These are fundamentally different goals, under fundamentally different value sets, than they have when they are coming here. I would like to make that differentiation.

Beyond that, the Five Eyes is a great point. It is interesting that there are coalitions — the submarine case with Australia — that we are not a part of, and we have to ask why that is the case. This could have to do with our abilities to protect secrets. This could have to do with our abilities to provide effective defence. There is the question of defence spending and investment in appropriate defence equipment. These are all factors that play a role.

I would agree that there has been a change, and we have to really ask why that is, because the relationship with the United States is an absolutely vital one for us in terms of defence and security.

Senator Massicotte: Thank you.

The Chair: That is a very interesting point. Thank you.

Senator Duncan: Thank you very much. My Scottish father used to say that if you look after the pennies, then the pounds will take care of themselves — pounds being the British currency.

My concern is on the smaller enterprises, and you have spoken of investment in the larger terms of national security. My interest is in the small- and medium-sized enterprises and in individual holdings.

Vous avez aussi fait référence au Groupe des cinq. Vous constaterez que depuis un an et demi ou deux ans, nous n'en faisons souvent pas partie. Nous sommes membres du Groupe des cinq, mais pour une raison quelconque, nous ne sommes plus les amis préférés des Américains et nous ne sommes plus avec eux. Nous avons été exclus dans le cas des sous-marins, par exemple, et dans d'autres cas.

Que pouvons-nous faire? Nous ne sommes plus là, parce que nous ne sommes pas les meilleurs amis des États-Unis.

M. Seaboyer : Je suis d'accord avec vous sur certains points, mais pas tous.

Tout d'abord, ce que nous essayons de faire avec les investissements étrangers en Chine est très différent de ce que la Chine tente de faire avec les investissements ici. À mon avis ou d'après ce que je comprends, nous ne tentons pas d'influencer la Chine de façon antidémocratique.

Nous tentons plutôt d'exercer notre influence pour faire avancer les droits de la personne ou pour tenter d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Ce sont des objectifs fondamentalement différents, selon des ensembles de valeurs complètement différents de ceux de la Chine. J'aimerais faire cette distinction.

Au-delà de cela, vous avez évoqué le Groupe des cinq, et c'est un excellent point. Il est intéressant de constater qu'il y a des coalitions — je pense à l'affaire des sous-marins avec l'Australie — dont nous ne faisons pas partie, et nous devons nous demander pourquoi c'est le cas. C'est peut-être lié à notre capacité de protéger les secrets ou à notre capacité d'assurer une défense efficace. Il y a la question des dépenses militaires et de l'investissement dans l'équipement de défense approprié. Ce sont tous des facteurs qui entrent en jeu.

Je suis d'accord avec vous : la situation a changé, et nous devons nous demander pourquoi, parce que la relation avec les États-Unis nous est absolument vitale sur le plan de la défense et de la sécurité.

Le sénateur Massicotte : Merci.

La présidente : C'est un point très intéressant. Merci.

La sénatrice Duncan : Merci beaucoup. Mon père, qui était Écossais, disait toujours que c'est avec les petites pièces que l'on fait les livres... Les livres étant la devise britannique.

Ce qui me préoccupe, ce sont les petites entreprises, et vous avez parlé des investissements dans la sécurité nationale de façon plus générale. Je me préoccupe des petites et moyennes entreprises, et des propriétés individuelles.

Theoretically, those are tracked through the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada, or FINTRAC. I am curious if you have any recommendations in terms of the threshold in this particular act?

As a follow-up to that, is there enough communication between the silos in government to ensure that our national security is, indeed, protected?

Mr. Seaboyer: I will start with the last question. That is always the challenge, and has always been a challenge. It is being improved, but there are a lot of mechanisms at play and different interests at play. There is competition at play. That is leading to this still increasingly being a challenge.

One of the key factors that adversaries exploit in their weaponization of asymmetries are attempts to weaponize differences in societies. They don't have these challenges, because they are so centrally organized. They have other challenges, as we saw with the mutiny, for example, in Russia, but they do not have this challenge so much. They are trying to weaponize that against us. That is regarding the first question.

In regard to the second question — and, again, I'm speaking from a national security perspective as a national security expert — I am aware that there are other interests that have to be considered in the negotiation process of amending bills, not just national security. I would argue that national security is absolutely essential, but there are other interests.

The threshold I would recommend — again, just from a national security perspective, but that is my perspective — is, unfortunately, zero because China will purchase various companies or invest in companies under the threshold that exists, and even lower ones, and still access, influence and exploit influence through these channels. From my perspective, with the times that we are in right now, we cannot afford that. Our democracy is under attack from various sides, and this is an opening that is going to be only more vulnerable with the further advancement of AI capabilities.

Senator Duncan: Thank you.

Senator Yussuff: Mr. Seaboyer, thank you for being here and for your perspective. I have a couple of questions in this context.

The pilfering of data depends upon one's perspective. Most of the data that is in Canadian society that we care to protect, whether for privacy reasons or for others, is on the open market. It would be very decent to say, "Let's restrict China in regard to those investments so they're not getting it," but they don't have to necessarily buy a company to gain access to the data.

En théorie, le suivi est effectué par le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, le CANAFE. J'aimerais savoir si vous avez des recommandations à faire au sujet du seuil de cette mesure législative.

J'aimerais aussi savoir si la communication entre les divers silos du gouvernement est suffisante pour veiller à ce que notre sécurité nationale soit bel et bien protégée.

M. Seaboyer : Je vais commencer par la dernière question. C'est toujours le défi, et cela l'a toujours été. On est en train de l'améliorer, mais il y a beaucoup de mécanismes et d'intérêts divergents en jeu. Il y a de la concurrence. Cela fait en sorte que c'est toujours de plus en plus difficile.

Dans le cadre de la militarisation des asymétries, les adversaires tentent d'instrumentaliser les différences dans les sociétés. Ils n'ont pas à faire face à ces défis, parce qu'ils sont très centralisés. Ils ont d'autres défis, comme nous l'avons vu avec la mutinerie, par exemple, en Russie, mais ceux-là n'en font pas vraiment partie. Ils essaient de s'en servir comme arme contre nous. Voilà pour la première question.

En ce qui concerne la deuxième question — et, encore une fois, je parle du point de vue de la sécurité nationale en tant qu'expert en la matière —, je suis conscient que d'autres intérêts doivent être pris en compte dans le processus de négociation des amendements des projets de loi, et pas seulement la sécurité nationale. Je dirais que la sécurité nationale est absolument essentielle, mais il y a d'autres intérêts.

Le seuil que je recommanderais — encore une fois, seulement du point de vue de la sécurité nationale, qui est le mien — est, malheureusement, zéro, parce que la Chine achètera diverses sociétés ou investira dans des entreprises en deçà du seuil existant, et même encore plus bas, et elle pourra tout de même exercer son influence par l'entremise de ces canaux. À mon avis, compte tenu de la situation actuelle, nous ne pouvons pas nous le permettre. Notre démocratie est attaquée de toutes parts, et cette ouverture ne fera que la rendre plus vulnérable au fur et à mesure que les capacités en matière d'intelligence artificielle progresseront.

La sénatrice Duncan : Merci.

Le sénateur Yussuff : Monsieur Seaboyer, je vous remercie d'être avec nous et de nous donner votre opinion. J'ai quelques questions à poser dans ce contexte.

Le vol de données dépend du point de vue de chacun. La plupart des données qui se trouvent dans la société canadienne et que nous voulons protéger, que ce soit pour la protection de la vie privée ou pour d'autres raisons, se trouvent sur le marché libre. Il serait tout à fait raisonnable de vouloir restreindre les investissements de la Chine, mais elle n'a pas nécessairement à acheter une entreprise pour avoir accès aux données.

I want to be very clear so that we're not wasting our time and thinking we are doing something — when we are not necessarily dealing with the real issue. Data is flowing on the open market, pretty well free and without restrictions, to a large extent. It's what Western democracies are very good at, and everybody knows there is value in data. If you can get a hold of it, you can mine it for all kinds of different reasons.

How do we prevent that reality, which has nothing to do with investment? It is the question of how China, or any one of these powers, can have access to data without ever investing in Canada, period.

Mr. Seaboyer: You raise an extremely good point.

The biggest threat to access of data is the carelessness of us — everybody. We want the convenience, and with convenience comes the sharing of vast amounts of data. This is largely a lack of knowledge. This is an education challenge. This is where there has to be a much larger understanding of the effects of using social media applications and various other applications.

That said, I would argue preventing access through those apps. They might buy an app; this is what China does. They will do this through various subcompanies so that it is not even known who really owns the data and who has access to the data. Preventing this kind of flow of information is, in my view, very much worthwhile.

You are totally right; I agree fully that it is not sufficient. The larger problem is that people are just willing to use these applications, like ChatGPT as an example — there is a challenge regarding the amount of data that is collected there and provided to third parties that we have zero control over, and where we post any kind of question that we're most interested in finding out. Most people are not aware of that, and they are not willing to make the sacrifice that comes with that if we actually want data protection.

That is a publication challenge. We have to properly fund resources to investigate the challenge and identify the challenge, and then find ways — with civil society — to engage the public. There are countries that do this much better than us. Finland does this much better than us. The Nordic countries do this better. There are ways to do this even more effectively without sacrificing the key core values of our democracy, which I believe we do not have to sacrifice.

There is a very delicate balance that we can strike while keeping our values and still raising public awareness and knowledge of what data is shared, and try to prevent that.

Je veux être très clair pour que nous ne perdions pas notre temps à penser que nous faisons quelque chose, alors que nous ne nous attaquons pas nécessairement au vrai problème. Les données circulent sur le marché libre, sans restrictions, dans une large mesure. C'est un domaine dans lequel les démocraties occidentales excellent, et tout le monde sait que les données ont de la valeur. Si l'on peut s'en emparer, on peut les exploiter pour toutes sortes de raisons.

Comment prévenir cette réalité, qui n'a rien à voir avec l'investissement? Il s'agit de savoir comment la Chine — ou n'importe laquelle de ces puissances — peut avoir accès aux données sans jamais investir au Canada.

M. Seaboyer : Vous soulevez un point très intéressant.

La plus grande menace à l'accès aux données, c'est notre négligence à tous. Nous voulons la commodité, et elle vient avec le partage de vastes quantités de données. Il s'agit en grande partie d'un manque de connaissances. C'est un défi en matière d'éducation. C'est là qu'il faut avoir une compréhension beaucoup plus large des effets de l'utilisation des applications de médias sociaux et de diverses autres applications.

Cela dit, je crois qu'il faut empêcher l'accès au moyen de ces applications. La Chine achète les applications, par l'entremise de diverses entreprises subordonnées, de sorte qu'on ne sait même pas qui est vraiment propriétaire des données et qui y a accès. À mon avis, il vaut vraiment la peine d'empêcher ce genre de circulation d'information.

Vous avez tout à fait raison et je suis tout à fait d'accord avec vous lorsque vous dites que ce n'est pas suffisant. Le plus gros problème, c'est que les gens utilisent volontiers les applications, comme ChatGPT, par exemple... Il y a un enjeu associé à la quantité de données qui sont recueillies et fournies à des tiers sur lesquels nous n'avons aucun contrôle, et nous posons toutes sortes de questions pour lesquelles nous voulons des réponses. La plupart des gens ne sont pas au courant de cela, et ils ne sont pas prêts à faire les sacrifices nécessaires pour vraiment protéger les données.

C'est un défi en matière de publication. Nous devons financer les ressources de manière appropriée, afin qu'elles puissent cibler les défis et trouver des moyens — avec la société civile — de mobiliser la population. D'autres pays réussissent beaucoup mieux que nous à cet égard. Je pense notamment à la Finlande et aux pays nordiques. Il y a des façons d'être beaucoup plus efficaces sans sacrifier les valeurs fondamentales de notre démocratie.

Nous pouvons atteindre un équilibre très délicat tout en préservant nos valeurs et en sensibilisant la population au sujet des données qui sont communiquées, afin d'éviter de telles situations.

Senator Yussuff: My second question is in regard to restricting a Chinese company from acquiring Canadian companies, regardless of whether it is in the resources sector or on the other side, or whether there is data collection and what have you. If we were to do that, as you know, there is a consequence and repercussion to all of this.

Mr. Seaboyer: True.

Senator Yussuff: As a society, we have not yet come to terms with this reality. They are the second-largest player in the global economy. They are involved in everything, and there is the challenge that it poses for society — the criticism is that we do not attract enough foreign investment. There are those who will say that ad nauseam without recognizing that there is some investment you do not want to have in a country. We have not reconciled that.

How does a government manage this challenge in the context of trying to attract investment to create jobs and grow the economy at the same time?

Mr. Seaboyer: I do not have a proper answer to that.

I recognize the challenge.

Increasingly, elected officials are less and less able to provide solutions. Because of threats like this and because of challenges like this that are increasingly complex, they are less and less able to satisfy the needs and the wills, in my view, of the population, simply because the problems are so complex.

How do you do this? We need, on the one hand, investments. I agree with you; we need jobs urgently. How do you justify leaving out, probably, the best investor or the largest investor that there is going to be in the near future? That has to be explained. There are sacrifices we have to make.

In my view, from a security perspective, these are the times we are in. There are four countries that I recommend we very closely look at if we allow any foreign investments. There are many other countries where I would not recommend that, and where I do not see a need for that, but, yes, they also do not have the financial power that China has.

I see the challenges, particularly, elected officials have in understanding and protecting national security while also making sure that there are enough jobs for people, which is going to be a much larger challenge in the very near future with artificial intelligence being further developed.

Senator Yussuff: Thank you very much.

The Chair: Senator Martin, you wanted to ask a question, unless they have been asked.

Le sénateur Yussuff : Ma deuxième question porte sur la restriction de l'acquisition des entreprises canadiennes par les sociétés chinoises, que ce soit dans le secteur des ressources ou dans d'autres secteurs, et sans égard à la collecte de données et à d'autres facteurs. De telles mesures entraîneraient des conséquences et des répercussions, comme vous le savez.

M. Seaboyer : C'est vrai.

Le sénateur Yussuff : En tant que société, nous n'avons pas encore accepté cette réalité. Ils occupent le deuxième rang dans l'économie mondiale. Ils sont actifs dans tous les domaines et cela engendre des difficultés pour la société... On nous reproche de ne pas attirer suffisamment d'investissements étrangers. Certains le répètent ad nauseam sans reconnaître que certains investissements ne sont pas souhaitables dans un pays. Nous n'avons pas réussi à concilier ces enjeux.

Comment un gouvernement doit-il gérer ce problème alors qu'il tente d'attirer des investissements pour créer des emplois tout en développant l'économie?

M. Seaboyer : Je n'ai pas de véritable réponse à cette question.

Je suis conscient de ce problème.

Les élus sont de moins en moins capables d'apporter des solutions. Face à ces menaces, face à ces problèmes de plus en plus complexes. J'estime qu'ils sont de moins en moins en mesure de répondre aux besoins et aux souhaits de la population, tout simplement parce que ces problèmes sont très complexes.

Que pouvons-nous faire? Nous avons besoin, d'une part, d'investissements. Je suis d'accord avec vous, nous devons de toute urgence créer des emplois. Comment pouvons-nous justifier le fait d'exclure le pays qui sera probablement le meilleur investisseur ou le plus grand investisseur dans un avenir proche? Il faut l'expliquer. Nous devons faire des sacrifices.

J'estime que, du point de vue de la sécurité, la période que nous vivons le justifie. Je recommande d'examiner de très près la situation de quatre pays particuliers avant d'autoriser des investissements étrangers. Il y a beaucoup d'autres pays pour lesquels je ne le recommanderais pas et pour lesquels je n'en vois pas la nécessité, mais ils n'ont pas la puissance financière de la Chine.

Je comprends pourquoi il est difficile pour les élus de comprendre et de protéger la sécurité nationale tout en veillant à ce qu'il y ait suffisamment d'emplois pour les gens, ce qui deviendra un enjeu beaucoup plus important dans un avenir très proche avec le développement de l'intelligence artificielle.

Le sénateur Yussuff : Merci beaucoup.

La présidente : Sénatrice Martin, vous vouliez poser une question, à moins qu'elle n'ait déjà été posée.

Senator Martin: Well, they were very good questions, and the more you responded to my colleagues, the more you explained regarding China and the very complex nature of the influence they can have in not just Canada but around the world. I think you have answered most of my questions.

One of the key challenges that was raised by a previous witness was the necessity to broaden the conception of what an investment is and what form it can take, and you have addressed that. Things can go under the radar and can be very discreet, and we may not even know. You did mention electric vehicles, and how they can flood the streets with cars from elsewhere — AI from elsewhere — and that can be a breach of our security.

There is a lot going on right now in our country regarding what happened in Winnipeg.

My one question is this: Are you in communication with our officials — with the Government of Canada? Your lens and your expertise are very important. I am curious about that.

Mr. Seaboyer: I try to share my research results with interested government officials, and also attend conferences and do research projects. That information is accessible. I am more than open to sharing any information with anybody interested.

Senator Martin: Okay. Thank you.

The Chair: To follow up on what Senator Martin was saying about the issue at the lab in Manitoba, many people are simply asking this question: How did they get security clearance in the first place? Is that another flaw in the system in terms of our general stance on these issues?

Mr. Seaboyer: These individual cases that we see are the tip of the iceberg. Again, they do not have to go to the length of these kinds of processes.

This is, unfortunately, the reality: We want foreign students and foreign academics in our academic institutions because they bring new ideas. They bring different concepts. That is essential. But at the same time, with China, we have to know that if individuals here do not follow guidelines by the intelligence service of China, their relatives will be threatened. There will be repercussions. They may not be let back into the country. This is an unfortunate reality. So, again, it's another challenge we have.

La sénatrice Martin : Il s'agissait de très bonnes questions, et en répondant à mes collègues, vous avez expliqué la Chine et la nature très complexe de l'influence qu'elle peut exercer, non seulement au Canada, mais dans le monde entier. Je pense que vous avez répondu à la plupart de mes questions.

L'une des principales difficultés soulevées par l'un des témoins précédents était la nécessité d'élargir la conception de ce qui constitue un investissement et de la forme qu'il peut prendre, et vous avez abordé cette question. Certaines choses peuvent ne pas être détectées et être très discrètes, et nous ne le saurons peut-être même pas. Vous avez mentionné les véhicules électriques et le fait qu'ils peuvent inonder les rues avec des voitures venues d'autres pays — de l'intelligence artificielle venue d'autres pays — et cela peut constituer une atteinte à notre sécurité.

Il se passe beaucoup de choses en ce moment dans notre pays par rapport à ce qui s'est passé à Winnipeg.

J'aimerais simplement poser la question suivante : communiquez-vous avec nos fonctionnaires, avec le gouvernement du Canada? Votre point de vue et votre expertise sont très importants. Je suis curieuse de savoir ce qu'il en est.

M. Seaboyer : J'essaie de communiquer les résultats de mes recherches avec les fonctionnaires intéressés. Je participe à des conférences et je prends part à des projets de recherche. Ces renseignements sont accessibles. Je suis tout à fait disposé à communiquer des renseignements à toute personne intéressée.

La sénatrice Martin : D'accord. Merci

La présidente : Pour faire suite à ce que disait la sénatrice Martin à propos du problème du laboratoire du Manitoba, de nombreuses personnes se posent la question suivante : comment ces personnes ont-elles pu obtenir une cote de sécurité? S'agit-il d'une autre faille du système liée à notre position générale sur ces questions?

M. Seaboyer : Les cas individuels que nous voyons sont la partie émergée de l'iceberg. Encore une fois, il n'est pas nécessaire d'aller jusqu'au bout de ce type de processus.

Malheureusement, c'est la réalité : nous voulons accueillir des étudiants et des universitaires étrangers au sein de nos établissements universitaires parce qu'ils apportent de nouvelles idées. Ils apportent des concepts différents. C'est essentiel. Mais en même temps, dans le cas de la Chine, nous devons savoir que si des personnes ne suivent pas les directives des services de renseignement chinois, leurs proches seront menacés. Il y aura des répercussions. Ils pourraient ne pas être autorisés à rentrer dans le pays. C'est la triste réalité. Il s'agit donc d'un autre problème à régler.

We need and want foreign academics studying, working and researching here. They are, in many ways, ahead of us in some fields — but not in some other fields. We need that. We also need to be aware of what countries they are coming from and what information we are sharing. My question is this: How could that happen?

Senator Marshall: In the work that you do, have you ever looked at the privacy legislation — whether or not it is embodied in the Investment Canada Act or other privacy legislation? It seems that there are bits and pieces everywhere. Does that fall within the scope of any of your studies or reviews?

Mr. Seaboyer: Not directly, but I am interested in that aspect. Similarly, a more stringent and stronger approach would be essential for the reasons I said.

Senator Marshall: Are you saying that in relation to what is in the Investment Canada Act?

Mr. Seaboyer: I am saying that more generally. I will get back to you on that.

Senator Marshall: I would be interested.

Mr. Seaboyer: Okay.

Senator Marshall: Thank you.

Senator C. Deacon: My wonderful and extremely insightful colleague just asked my question.

I would like to go a step further. I am guessing, then, that you have not been invited as a witness in the study of Bill C-27 at the Standing Committee on Industry and Technology right now at the House of Commons? That is an important consideration.

The whole-of-government legislation and legislative frameworks — privacy being one of them — is something that perhaps we're looking at purely through the lens of this bill, which is important, but it sounds like we have to look at all areas of legislation with a different lens, and this must be on the list of criteria that we're examining.

Mr. Seaboyer: Absolutely. We have to adapt to the technological developments and capabilities that adversaries have with these new AI-enabled applications.

Nous devons et souhaitons accueillir des universitaires étrangers pour qu'ils étudient, travaillent et fassent de la recherche ici. Ils sont, à bien des égards, en avance sur nous dans certains domaines, mais pas dans d'autres. Nous avons besoin de cette expertise. Nous devons également savoir de quels pays ils viennent et quels renseignements nous leur communiquons. Ma question est la suivante : comment pouvons-nous recueillir cette information?

La sénatrice Marshall : Dans le cadre de votre travail, vous êtes-vous déjà penché sur la législation relative à la protection de la vie privée pour déterminer si elle est ou non intégrée à la Loi sur Investissement Canada ou à d'autres lois relatives à la protection de la vie privée? Il semble qu'elle soit éparpillée un peu partout. Cette question relève-t-elle de la portée de l'une de vos études ou de l'un de vos examens?

M. Seaboyer : Pas directement, mais cet aspect m'intéresse. De même, une approche plus rigoureuse et plus solide serait essentielle pour les raisons que j'ai évoquées.

La sénatrice Marshall : Votre commentaire concerne-t-il la Loi sur Investissement Canada?

M. Seaboyer : C'est un commentaire général. Je vous soumettrai des renseignements à ce sujet.

La sénatrice Marshall : Volontiers.

M. Seaboyer : D'accord.

La sénatrice Marshall : Merci.

Le sénateur C. Deacon : Ma merveilleuse collègue, qui est extrêmement perspicace, vient de poser ma question.

J'aimerais aller plus loin. Je suppose donc que vous n'avez pas été invité à témoigner dans le cadre de l'étude du projet de loi C-27 devant le Comité permanent de l'industrie et de la technologie qui est en cours à la Chambre des communes? Il s'agit d'une considération importante.

La législation et les cadres législatifs pangouvernementaux — et la protection de la vie privée en fait partie — sont des éléments que nous examinons peut-être uniquement sous l'angle de ce projet de loi, ce qui est important. Il semble toutefois que nous devions examiner tous les domaines de la législation sous un angle différent, et cela doit figurer sur la liste des critères que nous examinons.

M. Seaboyer : Tout à fait. Nous devons nous adapter aux développements technologiques et aux capacités dont disposent nos adversaires grâce à ces nouvelles applications fondées sur l'intelligence artificielle.

Senator C. Deacon: To that end, could you provide us with some specific suggestions of areas where we should keep this at the top of our mind as we're examining legislation?

Mr. Seaboyer: Yes, I will provide that to you.

Senator C. Deacon: Thank you.

Senator Massicotte: Thank you again.

My colleague asked you a very good question on what we do from the value sense. You have a conflict, but I would respond with the following, and I want to see how you react to it. When we allowed China to become a member of the World Trade Organization, we sort of said, "Forget the rules because you will be more like us, and, therefore, we are all going to be happy together." Well, that proved to be a bit naive. They did succeed, and they did take full advantage of those measures, but they did not become more like us. Their system has worked very well in their consideration. We are stuck with it now.

The way for the future is let's not be naive. There are many things that they are doing that could be beneficial to us, and that could create jobs and be useful for us — but with your eyes wide open, because that is the world we live in.

I am a businessperson. I have seen many deals where I did not like the buyer or the seller, but, unfortunately, you deal with it. I think that the real answer is, yes, there is a lot of peril and you have to be very careful, but you cannot avoid dealing with China. If you want to exist on this path, you have no choice but to do so. So get on with it. Take the measures and be very cautious, but do business anyway.

Mr. Seaboyer: From a political perspective, I agree with you that we have to engage with them. There is no way around that, and there is no reason, at the end of the day — I still believe bringing them in closer is a proper strategy. The fact that our rules-based international order is less effective because there are adversaries or actors who do not abide by any regulations whatsoever anymore is a newer phenomenon.

That, combined with what can be done with data to undermine the political will-formation process in our democracies, leads me to be far more cautious and see necessity for far more caution than in the past. That is all that I can say.

The ways to abuse our open societies and to take advantage of this asymmetry are so further developed now, and it will be much more so in the near future, that I, personally, see

Le sénateur C. Deacon : Dans cette perspective, pourriez-vous nous suggérer des domaines précis dans lesquels nous devrions garder cette question à l'esprit lors de l'examen de la législation?

M. Seaboyer : Oui, je vous fournirai ces renseignements.

Le sénateur C. Deacon : Merci.

Le sénateur Massicotte : Merci encore.

Mon collègue vous a posé une excellente question sur ce que nous faisons du point de vue des valeurs. Il y a un conflit, mais je répondrai par ce qui suit, et j'aimerais connaître votre réaction à mon commentaire. Lorsque nous avons permis à la Chine de devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce, nous avons en quelque sorte dit : « Oubliez les règles parce que vous allez nous ressembler davantage et, par conséquent, nous allons vivre en harmonie ». Cette idée s'est avérée un peu naïve. Ils ont réussi et ils ont tiré pleinement parti de ces mesures, mais ils ne sont pas devenus plus semblables à nous. Leur système a très bien fonctionné en ce qui les concerne. Nous ne pouvons maintenant plus le changer.

À l'avenir, nous ne devons pas être naïfs. Beaucoup des choses qu'ils font pourraient nous être bénéfiques, créer des emplois et nous être utiles, mais nous devons garder les yeux grands ouverts, car c'est le monde dans lequel nous vivons.

Je suis un homme d'affaires. J'ai vu de nombreuses transactions dans lesquelles je n'aimais pas l'acheteur ou le vendeur, mais, malheureusement, il faut faire avec. Je pense que la vraie réponse est : oui, il y a beaucoup de risques et nous devons être très prudents, mais nous ne pouvons pas éviter de faire affaire avec la Chine. Si nous voulons subsister, nous n'avons pas d'autre choix. Nous devons donc nous atteler à cette tâche. Nous devons prendre les mesures nécessaires et être très prudents, mais faire quand même affaire avec eux.

M. Seaboyer : D'un point de vue politique, je suis d'accord avec vous pour dire que nous devons travailler avec eux. Nous ne pouvons pas l'éviter et il n'y a aucune raison, au bout du compte, de croire que le rapprochement est une bonne stratégie. Le fait que notre ordre international fondé sur des règles soit moins efficace parce que certains adversaires ou acteurs ne respectent plus aucune règle est un phénomène plus récent.

Ce fait, conjugué à ce que les données peuvent faire pour saper le processus de formation de la volonté politique dans nos démocraties, m'incite à être beaucoup plus prudent et à voir la nécessité d'une plus grande prudence que par le passé. C'est tout ce que je peux dire.

Les moyens d'abuser de nos sociétés ouvertes et de tirer parti de cette asymétrie sont très développés aujourd'hui, et le seront encore plus dans un avenir proche. J'estime donc

the protection of this — you can call it national security, or simply our democracy and our value system — as a higher priority than I would have seen it in the past.

Senator Bellemare: I want you to focus a bit more. You told us that Finland and the Scandinavian countries put in measures that we do not have. They are small countries. Can you elaborate more about these measures?

Mr. Seaboyer: Finland has been much earlier and far more attacked, for example, by information operations and influence operations by Russia than we have. Based on that, they have started a very holistic campaign of a whole-of-society awareness of these operations, starting in school with media literacy and critical thinking education already at the kindergarten level, which is essential. It is good for any democracy. Critical thinking and media literacy are key aspects.

They have also introduced, for example, prime-time TV shows once a week that introduce which attacks came from Russia, what they were intending to do, how they did this and what you have to look for. It works quite effectively to inform target audiences — meaning our population — in advance of what the attacks will look like. If people are aware of this, and if they look for this, they can see them — at least at this stage. With deepfakes, it is getting more complicated. But, generally speaking, if people are aware of these kinds of attacks, they are, to a large extent, more inoculated. It is not 100%. People who want to believe many of these narratives will still believe those narratives. The vast majority of people can be, to some extent, inoculated through education.

Senator Bellemare: Skills training and —

Mr. Seaboyer: Media literacy and critical thinking education, but also making the public aware that this is being done. They do that effectively.

Senator Bellemare: Thank you.

The Chair: Is there any jurisdiction in the world — because Senator Duncan has raised this with you and with other witnesses: The problem is — and we hear it in the United States because they are more open about the discussion of this — for example, the Chinese buying farmland around key strategic military operations. Those are one-off transactions of farmers selling a piece of land to somebody who is prepared to pay. It kind of falls outside the jurisdiction. But are there other countries who found a way to do that without limiting or infringing personal transactions?

personnellement que la protection de ces éléments — que l'on peut appeler la sécurité nationale, ou simplement notre démocratie et notre système de valeurs — est une priorité plus importante que par le passé.

La sénatrice Bellemare : J'aimerais que vous développiez un point particulier. Vous nous avez dit que la Finlande et les pays scandinaves avaient mis en place des mesures que nous n'avons pas. Ce sont de petits pays. Pouvez-vous nous en dire plus sur ces mesures?

M. Seaboyer : La Finlande a été attaquée beaucoup plus tôt et bien plus durement que nous, par exemple, par les opérations d'information et d'influence menées par la Russie. Elle a donc lancé une campagne très complète de sensibilisation de l'ensemble de la société à ces opérations, en commençant à l'école par l'éducation aux médias et à l'esprit critique dès la maternelle, ce qui est essentiel. C'est bon pour toute démocratie. L'esprit critique et l'éducation aux médias sont des aspects essentiels.

Ce pays a également introduit, par exemple, des émissions télévisées diffusées une fois par semaine aux heures de grande écoute, qui présentent les attaques en provenance de Russie. Elles en expliquent l'intention, la façon dont elles ont été menées à bien et ce à quoi il faut prêter attention. Ces renseignements permettent d'informer efficacement le public cible — c'est-à-dire la population — de la nature des attaques à venir. Si les gens connaissent cette réalité, et s'ils y prêtent attention, ils peuvent détecter ces tentatives, du moins à ce stade. Avec les « hypertrucages », les choses se compliquent. Mais, d'une manière générale, si les gens sont au fait de ce type d'attaques, ils sont, dans une large mesure, mieux protégés. Ce n'est pas toujours le cas. Les personnes qui veulent croire à bon nombre de ces récits continueront d'y croire. La grande majorité des gens peuvent être vaccinés, dans une certaine mesure, par l'éducation.

La sénatrice Bellemare : La formation professionnelle, et...

M. Seaboyer : L'éducation aux médias et à l'esprit critique, mais aussi la sensibilisation de la population à ce type d'activités. Ils y parviennent efficacement.

La sénatrice Bellemare : Je vous remercie.

La présidente : Quelle est la situation dans les autres pays? La sénatrice Duncan a soulevé cette question avec vous et avec d'autres témoins. Le problème, c'est que les Chinois achètent, par exemple, des terres agricoles qui jouxtent des infrastructures militaires stratégiques. Nous sommes au courant de ce phénomène, car les Américains ne sont pas gênés d'en parler ouvertement. Il s'agit de transactions ponctuelles dans le cadre desquelles des agriculteurs vendent un terrain à un investisseur étranger qui en a les moyens. Cela ne relève pas de la compétence de l'UE. Mais y a-t-il d'autres pays qui ont trouvé une manière de le faire sans porter atteinte au droit d'effectuer des transactions à titre personnel?

We would be reacting the other way by saying, “If I want to sell my farm to the Chinese, I will do it” — right? But to at least, in some way, shine a light on it is the only way the Americans have done it in order to expose the fact that it has happened.

Mr. Seaboyer: I will get back to you on this. There are similar discussions that I have seen in Germany to think about and to look at. I would like to come back to you on this to ensure that I am giving you the accurate information.

The Chair: Thank you very much.

Senator Gignac: Thank you. I found your testimony very interesting. I am concerned too.

It is an eye-opener on some threats that we could possibly have from China. I will share with you an anecdote, and then go to my question. I was in Brussels for NATO last week. We had no authorization to bring our cellular phone or laptop from the Senate — no way. It is a huge security risk.

In Canada, we have a public pension fund called the Canada Pension Plan Investment Board, or CPPIB. We have 10% of the assets in China, and CPPIB probably has access to 30 million Canadians because it is Canadian. I do not know if they have the same security measures when they travel to China that we have when we go to Brussels.

It is a good idea for this Standing Senate Committee on Banking, Commerce and the Economy to question a bit more about our public pension fund that invests in China, and maybe we'll have you, as a consultant or expert, guide us because I am very concerned after your testimony.

Mr. Seaboyer: Yes. Thank you.

Senator Loffreda: I am pleased today to have the final comment.

Given the sophistication of hybrid warfare, and how quickly it evolves — because we see it evolves very quickly, and it is very dynamic — do you feel that this bill will be obsolete in a very short period of time? If it is obsolete in a short period of time, how often do you think we should review such legislation to protect against this? This is not going to be a bill that will protect us from hybrid warfare for the next 10 or 15 years, and we all know how quickly legislation gets updated. What are your recommendations on that thought?

Des particuliers se demandent s'ils seront autorisés à vendre leurs terres agricoles et leurs exploitations à des investisseurs chinois. Cette situation est complexe et les solutions ne sont pas évidentes, mais au moins, d'une certaine manière, les Américains ont réussi à mettre le doigt sur le problème et à l'exposer sur la place publique.

M. Seaboyer : Je vais devoir vous revenir là-dessus lors d'une prochaine séance. J'ai pris connaissance de discussions sur ce sujet en Allemagne qui portent à réflexion. J'aimerais être appelé à comparaître de nouveau devant le Comité à ce sujet pour m'assurer que je vous livre des renseignements exacts.

La présidente : Merci beaucoup.

Le sénateur Gignac : Je vous remercie, monsieur Seaboyer. J'ai trouvé votre témoignage très intéressant, et je dois dire que ces enjeux me préoccupent également.

Votre témoignage est vraiment édifiant, car il nous ouvre les yeux sur certaines menaces bien réelles en provenance de la Chine. Je vais vous raconter une anecdote avant de passer à ma question. Je me suis rendu à Bruxelles la semaine dernière dans le cadre d'une réunion de l'OTAN. Aucun invité n'était autorisé à apporter son téléphone cellulaire ou son ordinateur portable en raison des risques considérables pour la sécurité.

Cela m'amène donc à vous parler de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, ou OIRPC. Il s'agit d'un régime de pensions de retraite public dont 10 % des actifs sont détenus en Chine. Le problème, c'est que l'OIRPC a accès aux données de quelque 30 millions de citoyens canadiens. J'ignore si les dirigeants de l'OIRPC doivent se plier à des mesures de sécurité très sévères lorsqu'ils se rendent en Chine, comme c'était notre cas lors de cette réunion de l'OTAN que je viens de mentionner.

Bref, il serait bon que le Comité s'interroge davantage sur les investissements en Chine de cet important régime de pensions canadien. Votre témoignage m'a troublé, et je pense qu'il serait utile de vous réinviter ici à titre de consultant et d'expert.

M. Seaboyer : Bien sûr, je comprends, et je vous remercie.

Le sénateur Loffreda : Je suis ravi de pouvoir m'exprimer une dernière fois avant la levée de la séance.

Compte tenu du haut degré de complexité de la guerre hybride, et de sa rapidité d'évolution, pensez-vous que ce projet de loi deviendra désuet d'ici quelques années seulement? S'il tombe dans la désuétude dans un court laps de temps, à quelle fréquence pensez-vous que le Parlement devra chercher à le moderniser? Ce projet de loi ne nous protégera pas des nouvelles formes de guerre hybride qui risquent inévitablement de se déployer pour les 10 ou 15 prochaines années. En effet, nous sommes tous conscients que les projets de loi que nous adoptons

Mr. Seaboyer: It depends entirely upon the development of technology — how fast technology, data analysis, data gathering and data processing develop. We have seen the curve going up like this, right?

It would have to be much faster. But I don't think it is obsolete. It is a great step in the right direction. It depends upon what amendments are made, what the threshold becomes and what severe penalties are introduced. Yes, I would say it is a step in the right direction. In terms of the speed or necessity for updating bills, this is one of the challenges: Artificial intelligence applications overwhelm us on every level. Legislation is just another level. They function so fast. They exceed human capabilities for comprehending, operating and creating bills. That is the challenge that we face with artificial intelligence. It is one of many that you are going to be seeing very soon, if you have not already.

Senator Loffreda: Thank you.

The Chair: That is the challenge that you have thrown out here: We have to have a system of monitoring the monitoring system so that it stays up to date. Mr. Seaboyer, we really appreciate your comments today. It has been helpful for all of us to see this issue through a different lens, and also to think about a whole-of-government approach to this. The silos do not work.

Anthony Seaboyer is the Director of the Centre for Security, Armed Forces and Society at the Royal Military College of Canada. Thank you for your testimony.

Thank you all for being here today.

We will see you all in a couple of weeks as we continue this discussion.

(The committee adjourned.)

tendent à être rapidement rattrapés par la réalité. Quelles sont vos recommandations à ce sujet?

M. Seaboyer : Cela dépend entièrement de l'évolution de la technologie, c'est-à-dire de la vitesse à laquelle se développe la collecte et le traitement des données. Nous avons vu la courbe de développement monter de manière exponentielle, n'est-ce pas?

À mon avis, ce projet de loi doit être adopté dans les plus brefs délais. En revanche, je ne pense pas qu'il soit désuet. C'est un grand pas dans la bonne direction. Tout dépend des amendements qui seront apportés, du seuil qui sera fixé et des sanctions sévères qui seront introduites. Oui, je dirais que c'est un pas dans la bonne direction. En ce qui concerne la rapidité ou la nécessité de mettre à jour les projets de loi, c'est l'un des défis à relever. Les usages potentiels de l'intelligence artificielle, l'IA, nous submergent à tous les niveaux. Le domaine législatif n'est en fait qu'un domaine parmi tant d'autres. L'IA se développe et se déploie à une vitesse vertigineuse. J'irais même jusqu'à dire que l'IA surpasse les capacités humaines en termes d'élaboration et de création de projets de loi. C'est l'un des défis majeurs auxquels nous sommes confrontés depuis l'avènement de l'IA.

Le sénateur Loffreda : Je vous remercie.

La présidente : Nous devons en quelque sorte disposer d'un système de contrôle du système de contrôle, afin qu'il reste à jour. Monsieur Seaboyer, nous avons sincèrement apprécié votre présentation d'aujourd'hui. Il nous a été utile à tous d'appréhender cette question sous un angle différent, et de réfléchir à une potentielle approche pangouvernementale. Le travail en vase clos ne fonctionne pas.

Je rappelle que M. Anthony Seaboyer est directeur du Centre pour la sécurité des forces armées et de la société, au Collège militaire royal du Canada. Monsieur Seaboyer, je tiens à vous remercier de nouveau pour votre précieux témoignage.

Je vous remercie tous d'avoir été des nôtres aujourd'hui.

Nous vous donnons rendez-vous dans quelques semaines pour la suite de la discussion.

(La séance est levée.)